



Rencontre du Président de la République avec les représentants du secteur bancaire et financier français

Le Président de la République, M. Nicolas Sarkozy, a réuni le 25 août 2009 les représentants du secteur bancaire et financier en présence du Premier Ministre, de la Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, du Gouverneur de la Banque de France et du médiateur du crédit pour faire le point sur le financement de l'économie et sur les engagements pris par les banques dans le cadre du plan de financement de l'économie. Cette rencontre a été également l'occasion de préparer les prochaines rencontres internationales dont le G20 de Pittsburgh et d'évoquer la question de la rémunération des opérateurs de marché dans les banques. Sur cette problématique, un dispositif s'articulant autour de trois points sera mis en œuvre : un renforcement de la gouvernance, le renforcement de la transparence et la mise en place d'un système de bonus malus. Cette réunion a donné lieu à des échanges sur la liquidité et le financement de l'économie. Le Président de la République a rappelé les conséquences néfastes de tout resserrement du crédit sur le redémarrage de l'activité économique.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Observatoire du crédit

En juin 2009, les encours de crédit à l'économie distribués par les banques signataires d'une convention avec l'Etat ont progressé de 4 % par rapport à juin 2008 et de 1,4 % par rapport à septembre 2008. Les crédits aux particuliers ont augmenté respectivement de 5,3 % et 2,0 % sur la même période et ceux en faveur des PME de 1,2 % et de 0,7 %.

Les données sont disponibles en téléchargement sur :
http://www.minefe.gouv.fr/themes/secteur_bancaire_financier/banque/observatoire_credit.html

Médiation du crédit aux entreprises

Entre le 16 juillet et le 16 août 2009, le dispositif de la médiation du crédit a reçu 1 129 dossiers contre 1 192 entre le 17 juin et le 15 juillet, portant à 15 174 le nombre de dossiers déposés en médiation depuis le lancement du dispositif. En données cumulées, le nombre de dossiers acceptés en médiation (12 921) est supérieur à 85 % mais le taux d'éligibilité de la période est en retrait (79 % contre 89 % en juin/juillet) : ceci s'explique par le rodage du dispositif impliquant les tiers de confiance mais aussi par le retour vers les entreprises de dossiers incomplets. Au total, le dispositif de la médiation a permis de conforter près de 6 633 entreprises de toutes tailles dans leur activité, de débloquer 1,39 milliard d'euros de crédits et de préserver 141 546 emplois en France. Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.mediateurducredit.fr>

Publications

- 1 - Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) : rapport annuel 2008
Le rapport est disponible à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/fr/supervi/agrement/rapport/rapport_2008.htm
- 2 - GAFI : rapport annuel 2008/2009
Le rapport est disponible sur : <http://www.fatf-gafi.org>
- 3 - Observatoire des crédits aux ménages : enquête sur les facteurs de fragilité des ménages
Les résultats de l'enquête sur les tendances de crédit aux ménages et les facteurs de fragilité sont disponibles sur <http://www.fbf.fr> page la banque des particuliers - crédit - observatoire des crédits

Nomination

M. Baudouin Prot, administrateur directeur général de BNP Paribas, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF) pour une durée d'un an à compter du 1^{er} septembre 2009, en remplacement de M. Georges Pauget, directeur général de Crédit Agricole SA.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les crédits à l'économie : une hausse modeste de l'encours trimestriel de 0,9 % ...

Au 30 juin 2009, le total des crédits à l'économie, **tous établissements confondus**, s'établit à 7,5 milliards d'euros en progression de 0,9 % le trimestre et de 4,4 % sur un an. L'encours sain s'élève à 7 milliards d'euros, en hausse de 0,7 % par rapport au 31 mars 2009 et de 4,8 % par rapport au 30 juin 2008.

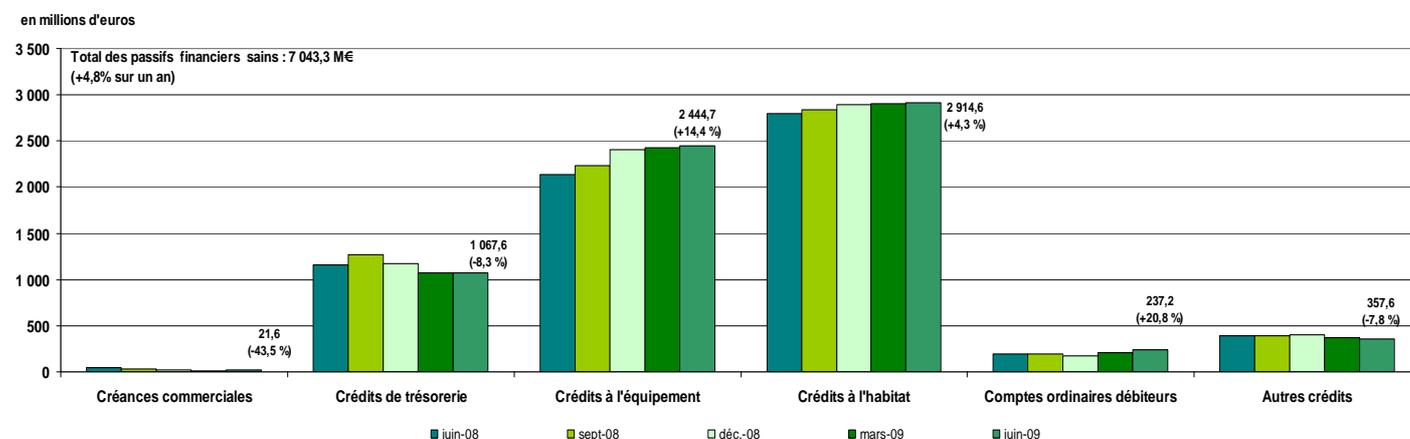
Sur trois mois, l'essentiel de la croissance est porté par les ménages dont l'encours progresse de 24 millions d'euros (+0,9 %) à fin juin. Les collectivités locales voient leurs encours progresser de 14 millions d'euros (+1,8 %) contre 8,1 millions d'euros pour les entreprises (+0,3 %). Pour leur part, les créances douteuses brutes augmentent de 3,7 % sur le trimestre portant le taux de créances douteuses à 6,6 %, soit +0,2 point.

... en raison notamment de la mauvaise orientation des crédits aux entreprises.

Les encours des établissements locaux sont également mal orientés (+0,4 % au deuxième trimestre). La production est principalement portée par les crédits à la consommation des ménages (+1,7 %) et les crédits d'exploitation des entreprises (+1,3 %). Cette dernière augmentation est alimentée par la dégradation de la situation financière des entreprises, les comptes ordinaires débiteurs (découverts) progressant de 12,4 % au second trimestre. A contrario, les encours des crédits à l'investissement des entreprises sont en régression (-1,9 %), en raison de l'attentisme économique, alors que l'encours des crédits à l'habitat des ménages marque le pas (+0,5%).

Au second trimestre les créances douteuses brutes des établissements locaux ont nettement progressé (+3,7 %), cet accroissement de la sinistralité est principalement dû aux créances douteuses brutes des entreprises (+11,7%), les créances douteuses des ménages restant contenues (-8,6 %). Le taux de créances douteuses atteint ainsi 8,8 % (+0,6 point en un an).

Sur un an, la hausse de l'encours sain des établissements de crédit est essentiellement liée à la vigueur des crédits à l'équipement (+14,4 %) et dans une moindre mesure, à celle des crédits à l'habitat (+4,3 %). Dans le même temps, les comptes ordinaires débiteurs enregistrent une progression annuelle de 20,8 %, toutefois leur poids dans le total demeure stable (autour de 3 %). S'agissant des autres facilités à court terme (créances commerciales et crédits de trésorerie), elles connaissent des baisses marquées (respectivement -43,5 % et -8,3 %).



Tassement de la part de marché des établissements locaux

La part des établissements de crédit locaux dans le total de la distribution de crédits demeure stable entre mars et juin 2009, à 69,5 % de l'encours total (-0,1 point). Ces derniers concentrent 65,7 % des crédits à l'habitat (+0,2 point), mais leurs positions se contractent sur le segment des crédits à l'équipement (-0,9 point, à 55,8 %) et des comptes ordinaires débiteurs (-1 point, à 91,8 %). Les établissements locaux détiennent en revanche la quasi-totalité des créances commerciales et des crédits de trésorerie et améliorent leur positionnement s'agissant des autres crédits (+0,4 point, à 72,6 %).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

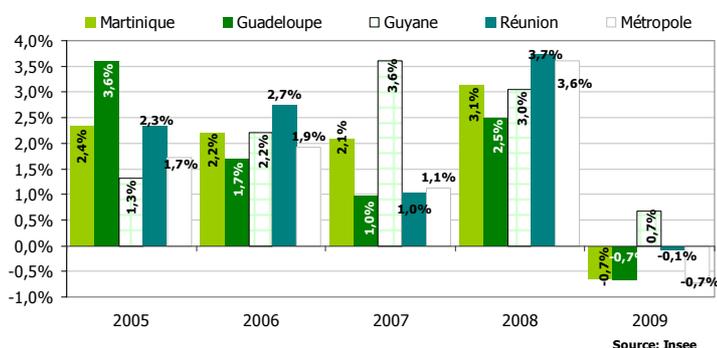
Inflation : nouvelle détente sur les prix

A fin juillet 2009, l'indice des prix à la consommation s'établit à 120,9. Sur un mois, il enregistre une progression de 0,2% portant le taux d'inflation annuelle à -0,7%.

Cette évolution est principalement liée à la baisse du poste « énergie » (-19,5% sur un an). Néanmoins des tensions inflationnistes demeurent sur les prix de l'alimentation (+1,5%) et des services (+1,4%) portés par la réévaluation du poste « loyers et services rattachés », soit +2,9% par rapport à juillet 2008. Les prix des produits manufacturés, demeurent stables à +0,3% à fin juillet 2009.

Comparativement aux autres géographies, le taux d'inflation annuel atteint -0,7% en Guadeloupe et en Métropole et se situe à -0,1% à la Réunion et à +0,7% en Guyane.

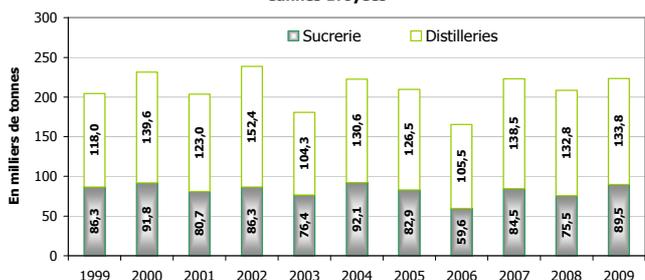
Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation
glissement annuel (juillet à juillet)



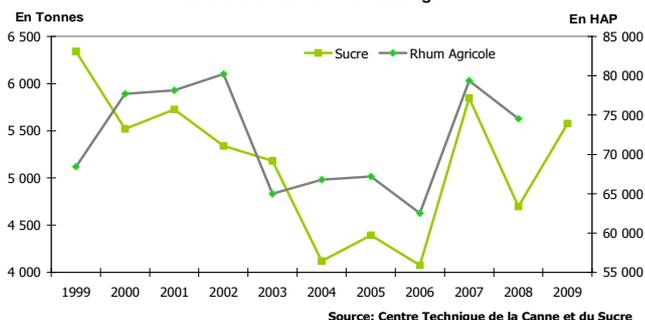
Canne Sucre Rhum : un bilan de campagne mitigé

La campagne cannière 2009 aura été perturbée par deux événements majeurs. Tout d'abord, le démarrage de la campagne initialement prévue le 27 février 2009 n'a pu être effectué que le 17 mars en raison du conflit social qui a touché le département, durant les mois de février et mars 2009. Puis, les fortes précipitations du mois de mai ont porté un coup d'arrêt de 3 semaines à la récolte et appauvri la richesse en sucre de la canne. Le prix moyen par tonne de cannes livrée atteint ainsi 45€ alors qu'il avait été estimé à 60€ en début de campagne.

Cannes Broyées



Production de sucre et de rhum agricole



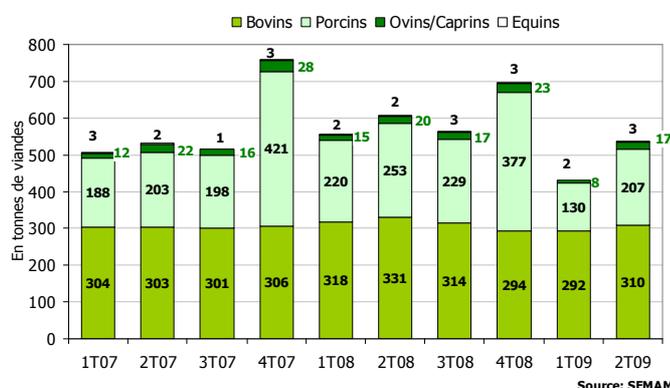
Au final, la campagne cannière s'est achevée avec un mois de retard. Pour autant, le tonnage de cannes broyées ressort en hausse de 7,2% par rapport à la campagne précédente, pour atteindre 223 284 tonnes. Malgré cette évolution favorable, près de 18 000 tonnes de cannes n'ont pu être récoltées en raison des intempéries. Ces dernières ont également impactées le coefficient de paiement¹ qui atteint 8,22 contre 8,65 en 2008. Parallèlement, 5 578,5 tonnes de sucre ont été produites (+ 18,8% par rapport à 2008).

Abattage : redémarrage de la production

Au 2^e trimestre 2009, la production cumulée de l'abattoir départemental de la Martinique s'élève à 536,2 tonnes de viande, soit une diminution de 11,7% sur un an, en dépit de l'amélioration des abattages sur un trimestre (+24,1%). En effet, après un 1^{er} trimestre 2009 marqué par le mouvement social et la fermeture de l'abattoir départemental, l'ensemble des productions de viande ont progressé sur un trimestre (2T09/1T09) : bovins (+6,1%), porcins (+58,9%), ovins/caprins (+97,4%) et équins (+87,2%).

Ainsi, sur un an, l'ensemble des secteurs recule hormis l'abattage d'équins mais sa part demeure marginale. Le segment dédié au viandes de porc chute de 18,3%, celui des viandes ovines et caprines de 16,8% et celui des viandes bovines de 6,6%. Seuls les abattages d'équins s'inscrivent en hausse de 37,1% sur un an.

Evolution de l'activité de l'abattoir départemental



¹ Le coefficient de paiement ou rendement des cannes à sucre est déterminé à partir de la richesse saccharimétrique de la canne. Il conditionne le prix de référence pour les cannes livrées à l'usine sucrière du Galion.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juillet 2009	120,9	+0,2%	-0,7%
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- juillet 2009 - juillet 2009	37 510 23,0%	+2,2%	+8,7% +1,8 point
Allocation Chômage <i>(source : Assedic)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- juillet 2009	13 949	+5,7%	+19,3%
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- juillet 2009	27 379	+1,4%	-5,0%
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- juin 2009 - juin 2009	173,9 12,4 7,1%	+30,8 -0,2%	-20,5% -45,2% -3,2 points
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2009 - juin 2009	276 197,8	+5,3%	+11,0% -15,6%

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Banane <i>(source : DRCCRF)</i>	Expéditions de bananes (tonnes)	- mai 2009 - cumul annuel	16 269 73 618	+83,6%	-28,1 +17,2%
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- juillet 2009 - cumul annuel	158 965 892 004	+41,2%	+0,6% -7,4%
Trafic Maritime <i>(source : Dircilec)</i>	Nombre de croisiéristes	- juillet 2009 - cumul annuel	0 29 562	ns	ns -45,5%
Construction <i>(source: Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2009 - cumul annuel	20 006 92 466	+39,9%	-12,5% -32,6%

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09
ANNEE 2008	3,99%	JO du 23/02/08

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

Livret A et bleu	1,25%	LDD	1,25%	LEP	1,75%	PEL*	2,50%	CEL*	0,75%
------------------	-------	-----	-------	-----	-------	------	-------	------	-------

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,7649%	0,6831%	0,3537%	0,3458%	0,5090%	0,8610%	1,1160%	1,3350%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
3,85%	3,96%	3,72%	3,60%	4,05%	4,16%	3,92%	3,80%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

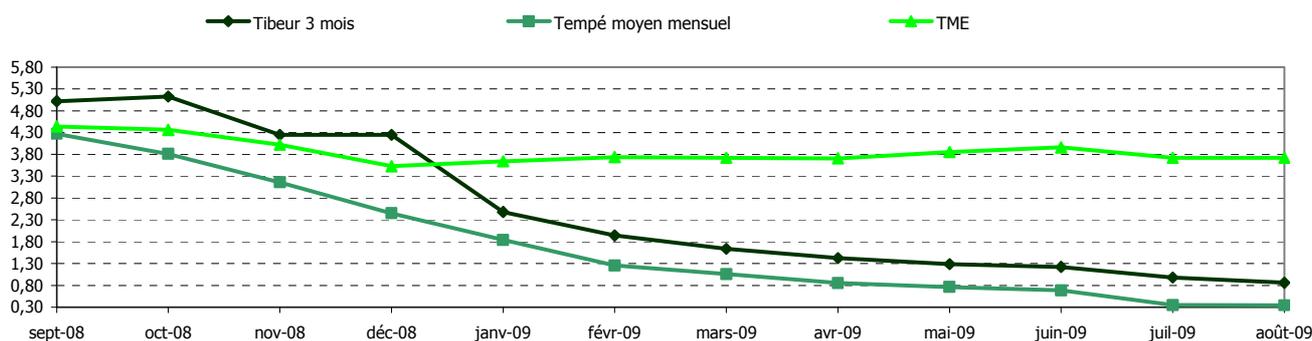
Mai	Juin	Juillet	Août
3,85%	3,96%	3,72%	3,60%

Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	7,01%		
Prêts à taux variable	7,03%		
Prêts relais	7,03%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,59%		
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires	20,63%	Découverts en compte (1)	13,45%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €	9,43%		

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

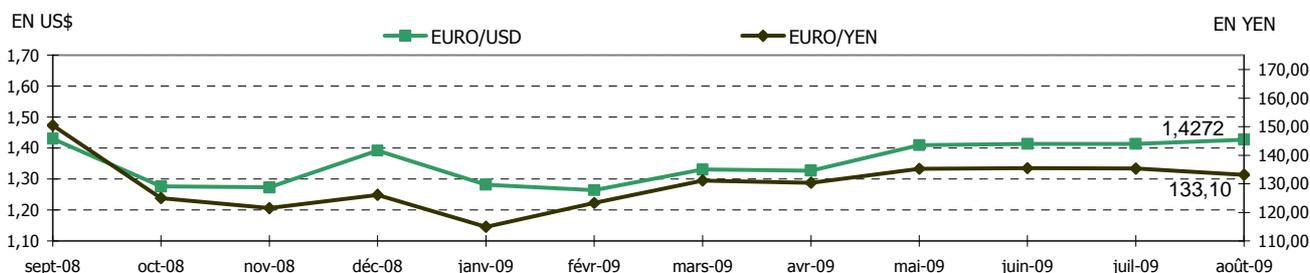
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4272	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,1136	EURO/SRD (Surinam)	3,91557
EURO/JPY (Japon)	133,1000	EURO/BWP (Botswana)	9,71038	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,55332
EURO/CAD (Canada)	1,5793	EURO/SCR (Seychelles)	18,6139	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4088
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88135	EURO/MUR (Maurice)	45,1380	EURO/BBD (La Barbade)	2,85288
EURO/SGD (Singapour)	2,0602	EURO/BRL (Brésil)	2,7089	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,02330
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,0620	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,06299	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2760,19	EURO/XCD (Dominique)	3,85138	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK